

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la prise en compte de nouveaux critères de mesure de la performance économique et du progrès social, à Paris le 14 septembre 2009.

Mesdames et Messieurs,

J'ai une conviction profonde : nous ne changerons pas nos comportements si nous ne changeons pas la mesure de nos performances. Et nos comportements doivent absolument changer.

Si nous ne voulons pas que notre avenir, l'avenir de nos enfants, l'avenir des générations futures soit semé de catastrophes financières, économiques, sociales, écologiques et, par conséquent, humaines, nous devons changer nos manières de vivre, de consommer, de produire. Nous devons changer les critères de nos organisations sociales, de nos politiques publiques.

Une formidable révolution nous attend. Chacun d'entre nous désormais le pressent.

Cette révolution ne s'accomplira pleinement que si elle est d'abord une révolution dans les esprits. Que si elle est d'abord une révolution intellectuelle, morale, culturelle. Que si elle est d'abord une révolution dans les façons de penser, dans les mentalités, dans les valeurs.

Une telle révolution n'est pas concevable sans une remise en cause profonde de la manière dont nous nous représentons les conséquences de ce que nous entreprenons, les résultats de ce que nous faisons.

Si en appliquant aux deux ou trois décennies qui viennent de s'écouler la grille de lecture critique que vous nous proposez nous sommes conduits à réviser notre jugement sur les conséquences de nos choix, si nos modèles se révèlent finalement avoir été des contre-modèles, si nos performances se révèlent finalement avoir été des contreperformances, alors la nécessité du changement s'impose comme une évidence. Alors le combat en faveur de l'ordre ancien devient un combat d'arrière garde voué à l'échec.

Mais si nous restons convaincus que pendant toutes ces années nous avons accompli un progrès réel et durable, pourquoi changer ?

Vous mesurez dès lors l'importance de cette réflexion. Pour préparer le monde de l'après crise. La statistique, la comptabilité reflètent nos aspirations, la valeur que nous accordons aux choses. Elles sont indissociables d'une vision du monde, de l'économie, de la société, d'une idée de l'homme, de son rapport aux autres. Les prendre comme des données objectives, extérieures à nous-mêmes, incontestables et indiscutables, c'est sans doute rassurant, confortable, mais c'est dangereux. C'est dangereux parce que l'on en vient à ne plus se poser de questions ni sur la finalité de ce que l'on fait, ni sur ce que l'on mesure réellement, ni sur les leçons qu'il faut en tirer.

C'est comme cela que l'on se met à croire que l'on sait alors que l'on ne sait pas.

C'est comme cela que l'on fabrique une pensée unique qui n'admet plus aucune forme de recul, aucune forme de doute.

C'est comme cela que l'on se met à avancer en aveugle tout étant persuadé de savoir où l'on va.

C'est comme cela que l'on creuse un fossé d'incompréhension entre l'expert convaincu de son savoir et le citoyen dont l'expérience de la vie est en décalage complet avec ce que racontent les chiffres.

Fossé très dangereux parce que le citoyen finit par penser qu'on le trompe. Rien n'est plus destructeur pour la démocratie.

..... pour la démission.

Mesdames et Messieurs, comment ne pas voir que nous avons un problème ? Dans le monde entier, les citoyens pensent qu'on leur ment, que les chiffres sont faux, qu'ils sont manipulés... Et ils ont quelques raisons d'être dans cet état d'esprit.

Pendant des années on a dit à des gens dont la vie devenait de plus en plus difficile que leur niveau de vie augmentait. Comment ne se sentiraient-ils pas trompés ?

Pendant des années on a proclamé que la Finance était un formidable créateur de richesse pour découvrir un jour qu'elle avait accumulé tellement de risques que le monde a failli plonger dans le chaos. Comment ne pas comprendre que celui qui a perdu sa maison, son emploi, ses droits à retraite ne se sente pas trompé ?

Pendant des années les statistiques ont affiché une croissance économique de plus en plus forte comme une victoire sur la pénurie, jusqu'à ce qu'il apparaisse que cette croissance, en mettant en péril l'avenir de la planète, détruisait davantage qu'elle ne créait. Comment tous ceux auxquels on demande maintenant de faire des efforts et des sacrifices pour changer leur mode de vie avant qu'il ne soit trop tard, ne se sentiraient-ils pas trompés ?

Non que l'on ait voulu les tromper délibérément, car ni le statisticien qui défend la pertinence de son PIB ou de son indice des prix, ni le comptable, persuadé que sa « fair value » est la meilleure mesure possible de la valeur d'un actif, ne sont des menteurs.

Le problème vient de ce que le monde, la société, l'économie ont changé et que la mesure n'a pas assez changé.

Le problème vient de ce que l'on a fini, sans toujours s'en rendre compte, par faire dire à la statistique et la comptabilité ce qu'elles ne disaient pas, ce qu'elles ne pouvaient pas dire.

Le problème vient de ce que l'on a fini par prendre la représentation de la richesse pour la richesse elle-même, la représentation de la réalité pour la réalité elle-même. Mais la réalité finit toujours par se venger.

On peut pendant longtemps ne pas payer le vrai prix de la rareté ou le vrai prix du risque tout en ayant la conviction du contraire, mais un jour il faut quand même les payer et ce jour là, la facture est beaucoup plus lourde parce que les comportements fondés sur un calcul économique erroné auront accru la rareté et le risque.

C'est bien la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Nous avons construit une religion du chiffre. Nous nous y sommes enfermés. Nous commençons à apercevoir l'énormité des conséquences de cet enfermement.

C'est fort de cette conviction que j'ai demandé en février 2008 à Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi de constituer une Commission avec les meilleurs experts du monde. Pour remédier à cette situation, il fallait ouvrir une brèche dans les habitudes de pensée. Il fallait qu'un débat s'ouvre enfin. Il fallait que ce débat soit porté au plus haut niveau de compétence. Il fallait que ce débat soit mondial.

C'est dans cet esprit que les membres de la Commission ont été choisis.

C'est dans cet esprit qu'ils ont travaillé. En 18 mois ce qui a été accompli est remarquable. Une réflexion collective est désormais engagée. Elle ne s'arrêtera plus.

Je veux dire ma gratitude à tous les membres de la Commission qui ont consacré autant de temps, d'intelligence, de savoir à cette mission.

Je veux rendre un hommage particulier à Joseph Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi. Sans eux rien n'aurait été possible. C'est grâce à leur prestige, à leur autorité, à leur énergie, que tant de compétences ont pu être rassemblées.

Il y aura un avant et un après cette Commission.

Il y aura un avant et un après ce rapport.

Les circonstances font qu'il arrive dans un moment décisif. La crise ne nous rend pas seulement libres d'imaginer d'autres modèles, un autre avenir, un autre monde. Elle nous y oblige.

Ouvrir ce débat dans un monde de certitudes, dans un monde convaincu d'aller dans la bonne direction, c'était impossible. Au mieux il se serait cantonné dans les sphères académiques.

On en aurait discuté entre experts. On aurait décidé de changer quelques indices. On aurait peut être amélioré un peu les choses. On aurait peut être progressé sur la technique. Mais on n'aurait

pas changé le rapport à la mesure, le regard sur les chiffres. On n'aurait pas pu imposer cette interrogation sur nos représentations collectives et sur les finalités de ce que nous faisons. C'est dire que ce rapport, dans les circonstances d'aujourd'hui, n'a pas qu'une importance technique. Il a aussi une importance politique.

Ce qu'il traite, ce sont des questions qui ne concernent pas seulement les économistes, les statisticiens, les comptables, mais qui concernent aussi la politique et par conséquent tout le monde.

Je le dis pour que ce soit bien clair : réunir cette Commission, recevoir ce rapport, est pour moi un acte politique. Je veux dire un acte qui engage la responsabilité politique. Un acte qui engage la France.

Le débat sur les conclusions de ce rapport, la France l'ouvrira partout. Elle le mettra à l'ordre du jour de toutes les réunions internationales, de toutes les rencontres, de toutes les discussions qui ont pour objectif la construction d'un nouvel ordre économique, social, écologique mondial.

Elle se battra pour que toutes les organisations internationales modifient leurs systèmes statistiques en suivant les recommandations de la Commission.

Elle proposera à ses partenaires européens que l'Europe donne l'exemple en les mettant en oeuvre.

Elle adaptera son propre appareil statistique en conséquence.

Elle inscrira l'étude de ce rapport au programme de toutes les écoles d'application de sa fonction publique.

Si tous ceux qui occupent des responsabilités dans le monde avaient à un moment ou à un autre de leur formation été amenés à étudier ce qu'il y a dans ce rapport, à prendre avec le modèle dominant de la statistique et de la comptabilité un minimum de distance critique, les décisions ne pourraient plus se prendre comme elles se prennent et le monde s'en trouverait profondément changé.

Vous l'aurez compris, dans le combat que la France entend mener pour que le monde de demain ne ressemble plus à celui d'hier, ce qui se passe aujourd'hui n'est pas une fin mais un commencement.

Vous l'aurez compris aussi, dans mon esprit nous n'avons pas le temps d'attendre que, lentement, les esprits évoluent, que la prise de conscience qui est en train de s'opérer chez un nombre de plus en plus grand de responsables, de savants, d'experts produise un jour des effets. En février 2008 je ressentais l'urgence d'en finir avec les idées toutes faites, avec les dogmes dans lesquels toutes nos pensées, tous nos actes se trouvaient enfermés, et qui nous faisaient nous mentir à nous-mêmes. Je ressentais l'urgence qu'il y avait à ne plus répondre à tous ceux qui exprimaient leurs peines, leurs difficultés, leurs souffrances, leurs doutes, leurs angoisses : « Vous avez tort : nos statistiques démontrent le contraire ». Je ressentais l'urgence d'en finir avec ce dialogue de sourds qui minait la démocratie.

Dans les réflexions sur le travail de la Commission que m'ont adressé Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi j'ai relevé cette phrase : « L'une des raisons qui expliquent pourquoi la plupart des gens se considèrent encore moins bien lotis malgré la hausse du PIB est simple : c'est réellement le cas ». Que quelques-uns des économistes les plus reconnus, les plus prestigieux disent cela avec autant de franchise, est quelque chose dont nous avons absolument besoin pour nous mettre au clair avec nous-mêmes, pour replacer le débat public sur une base de vérité, pour changer notre rapport à la vérité.

Oui, il y a depuis longtemps un problème avec ce que nous calculons et avec la manière dont nous l'utilisons.

Oui, les experts le savent depuis longtemps. Ils en discutent depuis longtemps. Mais cette discussion ne changeait rien, elle n'avait pas de conséquence. On connaissait les limites de nos indicateurs mais on continuait de les utiliser comme s'ils n'en avaient pas.

C'était plus facile pour la communication. C'était surtout une pièce essentielle d'une vision de l'économie et de la société, d'un système idéologique qui s'était étendu à l'échelle de la planète et dont la mise en cause paraissait quelque chose de trop énorme pour que quiconque puisse

sérieusement y songer. On prétendrait attendre que les contradictions et les impasses apparaissent toutes seules au grand jour. C'est fait. Mais nous le savons tous, la partie n'est pas gagnée pour autant.

Entre ceux qui veulent que tout recommence comme avant parce qu'ils n'arrivent pas à penser autrement ou parce que l'intérêt les y pousse, et ceux qui sont persuadés que rien ne peut plus être comme avant et qu'il faut conduire au plus vite ce changement, la bataille intellectuelle, morale, politique est engagée.

La France a choisi son camp. Elle sera une force de proposition et de transformation. La responsabilité de ceux qui ont une part dans la conduite des affaires du monde qui est historique. La France ne cessera d'appeler chacun à assumer cette responsabilité.

Le monde de demain ne sera plus le même que celui d'avant la crise parce que des brèches se sont ouvertes dans les mentalités et qu'elles ne se refermeront pas.

Le monde de demain ne sera plus le même parce que partout s'opère un changement des esprits qui ne s'arrêtera pas.

Il y a des injustices, des indécentes, des folies qui dans l'avenir ne seront plus supportables, qui ne seront plus tolérés.

Reste à savoir si nous serons capables de conduire assez rapidement ce changement dans la coopération, en se laissant guider par la raison, ou bien si nous attendrons que de nouvelles catastrophes nous imposent un changement que nous ne sommes pas capables de décider. Nous sommes dans une période de l'histoire où la politique ne peut pas se contenter d'être gestionnaire. Elle ne peut pas se contenter de régler la conjoncture, d'accompagner le changement.

Le changement, elle doit le provoquer. Elle doit l'accélérer. Elle doit en fixer le but. Parce que la politique c'est le projet collectif, c'est la volonté humaine opposée à tous les déterminismes, à toutes les fatalités. C'est la liberté que nous avons tous ensemble de choisir notre destin.

Il y a urgence.

Nous sommes dans une de ces époques où nos certitudes ayant volé en éclat, où nos habitudes de pensée se révélant inopérantes, nous avons tout à reconstruire, tout à réinventer. Nous sommes dans une de ces époques où la question centrale de la politique est celle du modèle de développement, du modèle de société, celle de la civilisation dans laquelle nous aspirons à vivre, que nous aspirons à léguer à nos enfants.

Après tant de dérives, tant d'erreurs, après une crise aussi grave et qui n'est pas terminée, où le monde est passé si près du gouffre, la question d'une politique de civilisation n'est pas une question détachée des réalités, qui se pose pour un avenir lointain et qui saute par-dessus les difficultés du présent. C'est une question pour aujourd'hui qui appelle une réponse immédiate parce que c'est dès maintenant que nous devons changer de trajectoire, parce qu'au milieu des difficultés nous ne pouvons pas nous contenter de réagir au jour le jour, parce que nous ne sortirons pas de la crise avec seulement des réponses de circonstances.

Nous devons savoir où nous voulons aller.

Nous devons savoir qu'elles sont les fins que nous poursuivons.

Quand la Commission réfléchit sur les rapports entre la quantité et la qualité, entre ce qui est objectif et ce qui est subjectif, entre le marchand et le non marchand, elle réfléchit bien à l'idée qu'au fond nous nous faisons de ce que nous appelons la civilisation à travers laquelle nous allons juger de ce que nous accomplissons.

Si nous nous référons à une représentation du monde dans laquelle les services que l'on se rend à l'intérieur d'une famille n'ont aucune valeur par rapport à ceux que l'on peut se procurer sur le marché, nous exprimons une idée de la civilisation où la famille ne compte plus beaucoup. Qui peut penser que ce sera sans conséquence ?

Si le loisir n'a pas de valeur comptable parce qu'il est essentiellement rempli par des activités non marchandes comme le sport ou la culture, on met le critère du productivisme au-dessus de celui de l'épanouissement humain à rebours des valeurs humanistes dont nous nous réclamons. Qui peut penser que ce sera sans conséquence ?

Si le mauvais entretien des infrastructures de transport provoque plus d'accidents. plus de

Et le matériel entretien des infrastructures de transport provoque plus d'accidents, plus de dépenses de réparation, voire plus de dépenses de soins médicaux qui augmentent la production, si nous comptons comme une contribution positive au progrès l'activité que génère l'allongement du trajet entre le domicile et le travail, l'insécurité, ou l'exclusion, si une tension nerveuse, un stress, une angoisse toujours plus grands minent la société et que les ressources toujours plus importantes qui sont consacrées à en combattre les effets sont comptabilisées dans la croissance économique, que reste-t-il en pratique de l'idée que nous nous faisons du progrès ?

Si nous ne donnons aucune valeur dans nos comptes à la qualité du service public, si nous restons enfermés dans un indice de progrès économique qui ne comptabilise que ce qui est créé et pas ce qui est détruit, si nous ne regardons que la production intérieure brute qui augmente quand il y a eu tremblement de terre, un incendie ou une catastrophe écologique, si nous ne déduisons pas de ce que nous produisons ce que nous consommons pour produire, si nous ne comptons pas les traites que nous tirons sur l'avenir, si nous ne prenons pas en compte la dépréciation du capital accélérée par l'innovation, comment voulons-nous avoir conscience de ce que nous faisons et prendre nos responsabilités ?

Selon comment nous comptons nous ne bâtissons pas la même civilisation car nous n'accordons tout simplement pas la même valeur aux choses. Je ne parle pas que de la valeur marchande. Nos systèmes de mesure font du trading une activité à forte valeur ajoutée. Mais elle ne se déploie que pour gérer un risque qui a été délibérément créé et qu'elle contribue à amplifier. Si le trading crée la volatilité contre laquelle il prétend offrir une protection, où est la valeur sociale du service rendu ?

Et si nos systèmes de mesure ont pour effet de survaloriser l'utilité sociale de la spéculation par rapport au travail, à l'esprit d'entreprise, à l'intelligence créative, elle inverse dangereusement le système de valeurs sur lequel repose notre vision du progrès et elle introduit au cœur du capitalisme, une contradiction qui ne peut que finir par le ruiner.

Nos systèmes de mesure nous font raisonner sur des moyennes. Mais si nous continuons à raisonner sur des moyennes nous forgerons nos convictions et nous construirons nos décisions sur des données de plus en plus éloignées de la vie réelle. L'individu moyen n'existe pas et l'accroissement des inégalités le détache encore plus de l'expérience réelle de la vie. Car la moyenne c'est une façon de ne jamais parler des inégalités.

Derrière la religion du chiffre, derrière tout l'édifice de nos représentations statistiques et comptables il y a aussi la religion du marché qui a toujours raison. Il y a cette idée que le marché peut résoudre tous les problèmes, donner le vrai prix à chaque chose.

Si le marché avait la bonne réponse à tout, cela se saurait.

Si le marché ne se trompait jamais cela se verrait.

Il y a des marchés incomplets, il y a des marchés imparfaits.

Le marché n'est pas porteur de sens.

Il n'est pas porteur de responsabilité.

Il n'est pas porteur de projet.

Il n'est pas porteur de vision.

Les marchés financiers encore moins.

On ne sait pas la valeur d'un actif parce que le marché donne un prix toutes les secondes. C'est même tout le contraire.

Il faut que la loi de l'offre et de la demande puisse s'exprimer.

Elle nous donne des indications précieuses. Mais on ne construit pas un projet de société, on ne construit pas un projet de civilisation uniquement à partir du marché. Un projet de civilisation, c'est une volonté collective, un effort collectif inscrits dans la durée. Ce n'est pas que le fruit de la confrontation instantanée de l'offre et de la demande.

Nous ne résoudrons pas le problème du réchauffement climatique simplement en laissant s'instaurer l'équilibre sur le marché du carbone, pas plus que nous n'avons réussi à maîtriser les risques économiques et financiers en laissant s'instaurer l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés des risques.

Nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur les données que nous fournit le marché. A

force de faire comme si toute la vérité était dans le marché, on finit par le croire. Mais si c'était vrai, nous n'en serions pas où nous en sommes. On fait dire aux marchés, comme à la statistique, ce qu'ils ne peuvent pas dire.

Ma conviction est que désormais cela ne sera plus possible.

Ce rapport ne nous dit pas où est la vérité.

Il nous dit comment la chercher.

Il oblige chacun à prendre ses responsabilités, à raisonner autrement, à décider autrement.

Ce rapport, c'est toute sa richesse, toute sa signification, ne remplace pas une pensée unique statistique par une autre. Il fait éclater l'idée même d'une pensée unique. Il nous sort de cet enfermement dramatique où il n'y a plus rien à décider puisqu'il n'y a plus qu'une seule façon de voir les choses.

Ce rapport libère l'intelligence.

C'est le moment où jamais.

Seule nous sauvera la liberté de l'esprit qui nous donnera la force des remises en cause nécessaires.

Seule nous sauvera la liberté de l'esprit qui nous affranchira des conformismes, des conservatismes et des intérêts à courte vue.

Mesdames et Messieurs les membres de la Commission,

Cette liberté de l'esprit qui seule peut changer le monde, elle vous devra beaucoup.